

POUR TOUS, SANS PRIVILÈGES !

Plateforme électorale 2011

oui 



POUR TOUS, SANS PRIVILÈGES !

La Suisse est un pays riche qui dispose d'un solide filet social et d'infrastructures publiques de qualité. Grâce – notamment – à l'engagement du PS. Sans les socialistes, pas d'AVS ni de semaine de 42 heures, pas de congé maternité ni de droit de vote des femmes, pas de transfert de la route au rail ni de réseau postal digne de ce nom. Nous avons ainsi contribué de manière décisive à édifier la Suisse d'aujourd'hui. Ce qui ne signifie pas – pour autant – que nous nous satisfaisions du résultat.

Du point de vue économique, la Suisse est incontestablement en bonne santé. Mais cette réussite doit être partagée par tous. De trop nombreuses familles connaissent des fins de mois difficiles en raison de la hausse des loyers comme des primes d'assurance maladie. Et parce que les salaires ne suivent pas la même évolution. Dans le même temps, d'autres qui ne savent déjà pratiquement plus quoi faire de leur argent ne cessent d'en gagner toujours plus grâce aux bonus pharaoniques ou aux rabais fiscaux qui leur sont accordés. Pour sa part, le PS veut une économie au service de la population et non le contraire. Nous sommes persuadés que nous ne pouvons progresser qu'en dépassant l'individualisme.

La Suisse a une longue tradition démocratique. Avec toutefois une entorse qui n'est pas sans conséquence. A Berne, ce sont les représentant-e-s des banques, des assurances et d'autres grandes entreprises qui dictent leur loi. Reste à savoir qui défend les intérêts de la majorité de la population. Celle-ci ne dispose, en définitive que d'un seul lobby : le PS qui s'engage aussi bien pour les salarié-e-s, les locataires, les assuré-e-s et les consommatrices et consommateurs.

La Suisse peut et doit mieux faire. Elle peut être plus juste, plus novatrice et progressiste. Nous voulons ainsi éviter de résoudre les problèmes d'aujourd'hui avec les solutions du passé. Nous voulons une Suisse solidaire et plus équitable. Nous voulons une société où chacune et chacun puisse librement s'épanouir et qui dispose d'une sécurité sociale susceptible d'épauler celles et ceux qui ont momentanément besoin d'aide. Personne n'est à l'abri d'un coup du sort et, comme le stipule notre Constitution fédérale: «la force du peuple se mesure à l'aune du bien-être des plus faibles».

Aujourd'hui comme hier, la politique doit être en mesure de convaincre que l'avenir est riche d'opportunités. Pour tout le monde et non seulement pour une poignée de privilégié-e-s. Trop de lobbies ou d'intérêts sectoriels la définissent à l'heure actuelle. Cela doit changer au bénéfice d'une majorité de la population.

Christian Levrat, président

NOTRE CONCEPTION DU LOGEMENT ABORDABLE EST DIFFÉRENTE

POUR TOUS, SANS PRIVILÈGES. 10 PROJETS QUI FONT AVANCER NOTRE PAYS.

La Suisse peut et doit mieux faire. Elle peut être plus juste, plus novatrice et progressiste. Les 10 projets suivants lui permettent ainsi de franchir plusieurs paliers. Dans l'intérêt d'une large majorité.

1. OUI AUX ÉNERGIES RENOUVELABLES, NON AU NUCLÉAIRE

D'ici 2030, les énergies renouvelables devront couvrir au moins 50% de nos besoins. Grâce à notre initiative Cleantech, les investissements consentis dans ce secteur permettront la création de 100'000 places de travail en Suisse. Le PS veut laisser une planète aussi intacte que possible aux générations futures sans les sacrifier aux intérêts à court terme du lobby atomique. Les centrales nucléaires sont chères, dangereuses et produisent des déchets dont on ne sait toujours que faire tandis que les énergies renouvelables représentent un futur aussi écologiquement qu'économiquement sensé.

2. OUI À UNE CAISSE-MALADIE PUBLIQUE, NON À L'OMNIPOTENCE DES ASSUREURS PRIVÉS

Le PS s'engage pour un système de santé de qualité, accessible à toutes et tous. Alors que de plus en plus de ménages ont des difficultés à payer des primes maladies qui, chaque année, prennent l'ascenseur, la pseudo-concurrence que se livrent les assureurs privés ne sert que leurs intérêts au détriment de ceux des assuré-e-s. Raison pour laquelle nous voulons, grâce à notre initiative, introduire une caisse publique d'assurance-maladie sur le modèle de la SUVA: efficace, transparente et s'engageant résolument en matière de prévention.

3. OUI À UN SALAIRE MINIMUM, NON AU DUMPING SALARIAL

Quiconque travaille à temps complet doit pouvoir vivre décemment grâce à son salaire. Nous ne pouvons pas admettre que des entreprises, se refusant à verser des salaires convenables obligent l'aide sociale à faire l'appoint. Notre initiative rétablit des salaires équitables et vise à permettre à toute la population active de bénéficier des fruits de la croissance. Ces dernières années, l'explosion des bonus et autres rémunérations abusives a considérablement distendu l'écart entre hauts et bas salaires. L'introduction d'un salaire minimum permettra de le combler au bénéfice du plus grand nombre.

NOTRE CONCEPTION DE LA HAUSSE DU POUVOIR D'ACHAT EST DIFFÉRENTE

4. OUI À DES LOGEMENTS ABORDABLES, NON AU DIKTAT DES PROPRIÉTAIRES

Les loyers ne cessent d'augmenter dans les villes et les agglomérations. Les propriétaires profitent de la pénurie pour engranger de juteux bénéfices aux dépens des locataires tandis que dans les communes ou cantons qui pratiquent la sous-enchère fiscale, même la classe moyenne n'arrive plus à se loger. Pour le PS, les loyers doivent refléter la réalité des coûts. Il faut promouvoir la construction de logements sociaux, les droits des locataires et un immobilier socialement et écologiquement responsable.

5. OUI À L'ÉGALITÉ DES CHANCES, NON À L'ÉCOLE D'AUTREFOIS

En matière de formation, le développement des enfants est fortement tributaire du statut social et économique de leurs parents. Une inégalité que l'école actuelle n'est pas en mesure de résorber. Le PS milite donc en faveur du passage de l'école publique à l'horaire continu, offrant un encadrement des élèves, également en dehors des heures d'enseignement. Ce système promeut l'égalité des chances puisque les élèves bénéficient d'un soutien comparable durant leur cursus scolaire. Il contribue tout autant à concilier vies familiale et professionnelle.

6. OUI À LA FORMATION CONTINUE, NON À L'ABSENCE DE PERSPECTIVES POUR LES PERSONNES PEU QUALIFIÉES

Les emplois à vie relèvent désormais de l'exception. Nombre de personnes peinent à entrer dans la vie active ou doivent fréquemment changer de place de travail. Se former sa vie durant est donc essentiel et, si les personnes très qualifiées peuvent souvent y prétendre, cette opportunité doit s'étendre à toutes les professions. Le PS revendique donc la création d'un fonds national prenant en charge les coûts de formation et la perte de salaire en cas de formation au long cours. Son financement sera assuré par le dé plafonnement des cotisations salariales – fixé aujourd'hui à 126'000 francs annuels - à l'assurance-chômage. Les contributions de ces rémunérations, plus que confortables, permettront ainsi de dégager entre 450 et 600 millions directement affectés à ce fonds.

7. OUI À UN IMPÔT SUR LES SUCCESSIONS POUR FINANCER L'AVS, NON AUX PRIVILÈGES FISCAUX

1% des Suisses possèdent une fortune supérieure à celle des 99% restants et sont en outre fiscalement avantagés, notamment en cas d'héritage. Ainsi, chaque année, 45 milliards de francs changent de mains sans être taxés. En imposant les successions supérieures à 2 millions de francs, cette profonde inégalité est corrigée et des ressources supplémentaires peuvent être attribuées à l'AVS.



NOTRE CONCEPTION DU SALAIRE MINIMUM EST DIFFÉRENTE



8. OUI À UNE AVS SELON LES ANNÉES DE COTISATIONS, NON À LA HAUSSE DE L'ÂGE DE LA RETRAITE

Le droit à une rente doit dépendre de la carrière professionnelle et de sa pénibilité dans la mesure où son incidence sur l'espérance de vie est incontestable. Le droit à la retraite ne doit pas seulement dépendre de l'âge, mais aussi des années passées au travail. En règle générale, elle doit donc intervenir après 42 ans de cotisations – au plus tôt à 62 ans, au plus tard à 65. Le PS refusera ainsi catégoriquement toute tentative de relèvement de l'âge de la retraite dans le cadre de la 12^{ème} révision de l'AVS.

9. OUI AU SERVICE PUBLIC UNIVERSEL, NON AUX PROGRAMMES D'ÉCONOMIES AVEUGLES

Toute la population profite d'un service public fort et d'infrastructures solides. Les lignes de bus et de chemin de fer, les bureaux de poste, les écoles et les hôpitaux sont essentiels à la cohésion nationale, pour notre qualité de vie et nos emplois. Tailler dans ces prestations, c'est prêter le futur. Plutôt que de multiplier les programmes d'économies, il faut au contraire investir avec discernement. Dans les transports publics, par exemple, une hausse de l'imposition du bénéfice des entreprises permettrait d'éviter de mettre exclusivement les usagers à contribution.

10. OUI À L'ÉCONOMIE RÉELLE, NON À LA TUTELLE BANCAIRE

La crise financière a coûté 3000 billions de francs de par le monde. Les banques et les spéculateurs tiennent l'économie réelle en otage. Marqué, ces dernières années, par une confiance quasi aveugle dans l'équilibre du marché, le système a échoué. Pour le PS, il faut renforcer la place économique et réguler la place financière, des solutions à la problématique des banques trop grandes pour faire faillite, limiter les bonus excessifs et introduire une taxe internationale sur les transactions financières pour endiguer la spéculation sur les marchés.



NOS SUCCÈS, CES QUATRE DERNIÈRES ANNÉES. **POUR TOUS, SANS PRIVILÈGES.**

LES AVANCÉES MAJEURES OBTENUES PAR LE PS AU PARLEMENT

1. NOUS AVONS SOUTENU LES FAMILLES

Grâce à la détermination des socialistes, la loi fédérale sur les **allocations familiales** est entrée en vigueur en 2009, permettant aux personnes salariées et à celles ayant un faible revenu de percevoir une allocation pour enfant, respectivement une allocation de formation professionnelle. Le PS s'est également engagé activement pour que les indépendant-e-s puissent bénéficier d'allocations. De même qu'en faveur du lancement comme de la prolongation du programme fédéral d'impulsion à l'**accueil extrafamilial**. Enfin, la charge fiscale des ménages avec enfant(s) a pu être allégée grâce au PS.

2. NOUS NOUS SOMMES ENGAGÉS AVEC SUCCÈS POUR LA PRÉVOYANCE-VIEILLESSE

Dans le domaine de la prévoyance professionnelle, le PS s'est opposé avec succès à la réduction du taux de conversion des rentes du 2^{ème} pilier en gagnant le référendum **contre le pillage des rentes** par 72,7% des voix. Au Parlement, le PS a veillé à ce que la 11^{ème} révision de l'AVS qui aurait eu pour conséquence une réduction des rentes du 1^{er} pilier, soit mise en échec.

3. NOUS AVONS CONTRAINT LA FINANCE À SUIVRE DE NOUVELLES RÈGLES

C'est grâce au PS que le contre-projet à l'initiative «contre les rémunérations abusives» comprend désormais l'**imposition des bonus**. Suite à la crise de 2008, le PS a réussi à faire passer son concept d'une place financière différente et de **règles plus strictes pour les établissements bancaires**. Notamment pour ceux qui présentent un risque systémique. Désormais, **la soustraction et la fraude fiscale ne sont plus considérées de manière différenciée**, une revendication socialiste de longue date.

4. NOUS AVONS SOUTENU L'ÉCONOMIE RÉELLE À COURT ET À LONG TERME

Le PS a réussi à imposer la nécessité d'une **politique active du marché du travail** dans le débat politique et à y défendre son point de vue. Grâce à la pression considérable du PS, le Conseil fédéral a fini par lancer un paquet conjoncturel en 2009, sur fond de crise financière. Il comprenait notamment deux mesures qui ont contribué de manière décisive à stabiliser la conjoncture : **le remboursement anticipé de la taxe sur le CO2 et l'extension du régime de réduction du temps de travail**. A plus long terme, l'économie réelle ne peut que profiter de l'élargissement de la libre circulation des personnes. Pour autant que les mesures d'accompagnement exigées par le PS soient véritablement mises en œuvre. Qu'il s'agisse de la protection **contre le dumping social et salarial** ou de celle **contre les loyers abusifs**.

5. NOUS AVONS ENCOURAGÉ LES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Pour favoriser les investissements dans la production de courant à partir des **énergies renouvelables**, nous avons mis en place la rétribution à prix coûtant du courant injecté, qui a permis aux énergies renouvelables de percer sur le marché. Afin de mettre le parc immobilier national aux normes énergétiques, nous avons élaboré un programme d'**assainissement des immeubles**, grâce auquel, chaque année, près de 100'000 bâtiments sont modernisés. Avec son initiative Cleantech, le PS a senti le vent tourner et contribue à ce que **d'ici à 2030, notre approvisionnement énergétique soit à 50% au moins d'origine renouvelable**.

Ursula Wyss, présidente du Groupe socialiste des Chambres fédérales

